



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/544
S/1997/826
30 octobre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-deuxième session
Point 61 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-deuxième année

Lettre datée du 30 octobre 1997, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Turquie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du
29 octobre 1997, que vous a adressée S. E. M. Aytuğ Plümer, représentant de la
République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de
la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au
titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Hüseyin E. ÇELEM

ANNEXE

Lettre datée du 29 octobre 1997, adressée au Secrétaire général
par M. Aytuğ Plümer

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer aux lettres datées des 15 et 20 octobre 1997 que vous a adressées le représentant chypriote grec auprès de l'Organisation des Nations Unies et qui contiennent des allégations concernant des "violations de l'espace aérien de la République" (A/52/466-S/1997/801 et A/52/508-S/1997/813, respectivement).

Je voudrais rappeler que des allégations similaires concernant de prétendues "violations de l'espace aérien" avaient été entièrement réfutées dans les communications successives que nous vous avons fait parvenir, et tout récemment dans ma lettre du 7 octobre 1997 (A/52/449-S/1997/785, annexe). Étant donné que les nouvelles accusations chypriotes grecques ne sont ni différentes ni plus crédibles que les précédentes, elles ne méritent pas une réponse détaillée. Je tiens toutefois à souligner de nouveau que les vols à l'intérieur de l'espace aérien de la République turque de Chypre-Nord sont effectués avec le plein consentement des autorités compétentes de l'État qui ne relèvent pas de la juridiction du Gouvernement chypriote grec au sud et que ce gouvernement n'a absolument rien à dire à leur sujet.

La longue tirade dans laquelle s'est lancée la partie chypriote grecque ne suffira pas à masquer son intense campagne de militarisation qui a en réalité transformé Chypre-Sud en une machine de guerre animée d'intentions agressives. Que tel est bien le cas ressort de l'utilisation d'un matériel plus important et d'une puissance de feu renforcée lors des manoeuvres militaires provocantes de "Nikiforos-97" conduites par le Gouvernement chypriote grec et la Grèce entre les 10 et 15 octobre 1997. Tout au long de ces manoeuvres, l'aviation et les forces navales grecques ont utilisé des munitions réelles pour tirer sur de fausses cibles sur terre et en mer. À la cérémonie de clôture, des chars et des blindés portaient des inscriptions sur la "libération des territoires occupés" (Nord). Des chasseurs grecs F-16 ont également participé à la cérémonie avant de regagner la base aérienne militaire de Paphos. Les manoeuvres "Nikiforos-97" ont montré que le camp gréco-chypriote grec se prépare à une "offensive commune" et non, comme il le dit, à une "défense" commune, dans la mesure où les manoeuvres conjointes mettent de plus en plus l'accent sur l'attaque.

Par ailleurs, et bien que la décision du Gouvernement chypriote grec d'acheter un système de missiles S-300 ait déjà contribué à aviver la tension sur l'île, le "Comité de défense" de la Chambre chypriote grecque des représentants aurait, selon des nouvelles récemment publiées par la presse chypriote grecque, débloqué les fonds nécessaires à l'achat d'un système de missiles antiaériens de courte portée, en plus des missiles S-300. On se souviendra que dans ses résolutions 1092 (1996) et 1117 (1997), le Conseil de sécurité s'était déclaré gravement préoccupé par le niveau excessif des armements sur l'île, y compris l'introduction d'armements modernes.

/...

Il est manifeste que les faits susmentionnés ne font qu'exacerber la situation dans l'île et compliquer les efforts visant à un règlement global de la question de Chypre. Toutes les parties intéressées devraient en conséquence prier instamment la partie chypriote grecque de renoncer à sa politique malavisée de nature à faire monter la tension dans l'île et de ne plus chercher à saper les bases établies d'un règlement.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ Plümer
